

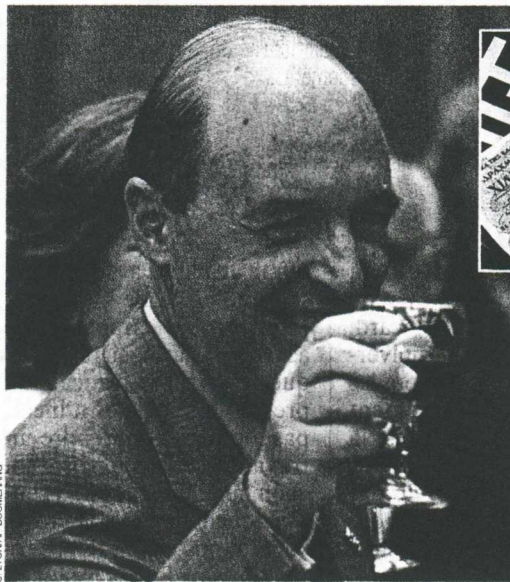
MONNAIE

La Grèce prête pour l'euro

Croissance positive, inflation maîtrisée, budget excédentaire. Qui aurait parié cela il y a trois ans ?

De notre correspondante

Le gouvernement socialiste grec se l'était juré : le 1^{er} janvier 2001, la Grèce ferait partie de la zone euro. Défi relevé. Pourtant, il y a deux ou trois ans, lorsque Yannis Papanioliou, ministre de l'Économie nationale, rencontrait à Bruxelles ses collègues européens, son optimisme était accueilli avec le plus grand scepticisme. Il y avait de quoi : les déviances de l'économie grecque semblaient alors irrémédiables, tant était grande la distance qui séparait les principaux indicateurs économiques du pays des fameux critères adoptés à Maastricht. Présentant, la semaine passée, son budget 2001 au Parlement – un budget à la fois excédentaire (+ 0,5 %), « pour la première fois depuis trente-cinq ans », et chiffré en drachmes et en euros – le ministre était donc en droit d'afficher une certaine satisfaction. « La Grèce, a-t-il affirmé, vient de tourner une page. » Trois rapports d'experts sont d'ailleurs



S. LUCIAR-BOCHERANG



B. JALBERS/SPA IMAGE

Le président grec, Costas Simitis, célèbre l'entrée de son pays dans la zone euro.



www.lexpress.fr

venus confirmer ces derniers jours la bonne tenue générale de l'économie grecque. FMI, OCDE et Commission européenne ont accordé en effet un satisfecit au gouvernement de Costas Simitis pour les progrès accomplis : croissance supérieure à celle de la moyenne européenne – 4 % en fin d'année – même si les experts révisent à la baisse, de près de 1 point, le montant prévisionnel de 5 % annoncé par le Budget, hausse « spectaculaire » des recettes fiscales, grâce à la lutte contre la fraude endémique, réduction de la dette publique, qui pourrait passer au-dessous du seuil symbolique de 100 % du PIB

dès 2001, et inflation contenue finalement « autour de » 3 %. Cette approximation souligne l'une des principales faiblesses de la conjoncture : hausse du pétrole et du dollar aidant, le taux d'inflation a atteint 4,2 % en novembre. Or les pressions inflationnistes semblent d'autant plus menaçantes qu'elles risquent fort d'être accentuées par la baisse des taux d'intérêt, de 5,75 à 4,75 %, qui sera effective dès la fin du mois dans le cadre de l'harmonisation exigée par la Banque centrale européenne. D'autant que la Grèce de l'Eurogroupe sera désormais privée de ses mécanismes de contrôle du marché des changes.

A l'opposé de ces préoccupations monétaires, les salariés grecs, qui ont subi de plein fouet le tour de vis social imposé par la course à l'euro et dont le revenu reste toujours nettement inférieur à celui des autres Européens, s'inquiètent, eux, de la sérieuse dégradation du marché du travail : le taux de chômage, de 11,2 %, s'accompagne d'une croissance de l'économie parallèle, due en partie à l'importance des nouveaux flux migratoires venus des Balkans. La volonté affirmée du gouvernement d'accélérer les indispensables privatisations dans un secteur public longtemps stagnant n'est pas pour les tranquilliser : 13 entreprises publiques sont sur la liste, dont la Poste, Olympic Airways, surendettée, et l'Électricité de Grèce. L'augmentation des dépenses sociales prévues par le Budget ne suffira sans doute pas à apaiser ces craintes si « croissance » continue de ne pas rimer avec « emploi ».

Les « derniers jours de la drachme » – unité monétaire des Grecs depuis trois mille ans – ne s'annoncent donc pas entièrement sereins. Mais gouvernement et entreprises veulent, semble-t-il, y croire : l'euro doit avoir un effet positif sur le dynamisme de l'économie. ●

Françoise Arvanitis

Nous, les Européens

